

FORUM EUROPEEN SUR LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

20-21 octobre 2016, Parlement Européen, Bruxelles



Relancer le débat sur la réduction du temps de travail pour améliorer la situation en Europe

Face au chômage de masse et à la résurgence des mouvements nationalistes en Europe, la question d'une meilleure répartition du temps de travail devient de plus en plus urgente. La demande croissante de travail est le résultat de circonstances variées, allant de la digitalisation et l'automatisation des emplois traditionnels au grand nombre de réfugié-e-s qui doivent être intégré-e-s dans le marché du travail. La meilleure distribution du temps de travail représente aussi une opportunité de progrès social, particulièrement en terme d'égalité professionnel, en donnant la possibilité aux travailleurs-euses à temps plein (en majorité des hommes) de travailler moins d'heures et aux travailleurs-euses à mi-temps (en majorité des femmes) de travailler davantage.

Les politiques de partage du temps de travail sont encore taboues en Europe

La tendance actuelle est plutôt à une augmentation du temps de travail. Les limites en matière de temps de travail ne sont souvent pas respectées dans les contrats. En Allemagne les travailleurs-euses ont accumulé 1,8 milliards d'heures supplémentaires ! La directive européenne sur le temps de travail est régulièrement menacée d'être annulée. Les stéréotypes et la propagande sur la réduction du temps de travail dominant en général le débat public, particulièrement en ce qui concerne la semaine des 35 heures en France. Il y a une tendance générale à imposer aux employés des heures supplémentaires. Cela a un coût en terme de dignité humaine, santé, protection sociale.

Une rencontre pour commencer une coordination à l'échelle européenne pour un plaidoyer

Heureusement, il existe des syndicats, des chercheurs-euses, des décideurs politiques, des médias et des ONG à travers l'Europe, qui essaient constamment de défendre la pertinence d'un partage du temps de travail plus équitable. Dans le cadre de cette rencontre, nous avons tenté de rassembler ces défenseurs d'une redistribution équitable du temps de travail, qui estiment que nous devons devenir nous-même des acteurs-ices sans attendre que le marché amorce le processus de la répartition du temps de travail.

Organisé par



Soutenu par



Une rencontre avec 35 décideur-e-s politiques, scientifiques, représentant-e-s syndicaux, associations religieuses et non-gouvernementales, de sept pays.

Les organisateurs-ices de cette rencontre sont le groupe de travail ArbeitFairTeilen (partage équitable du travail) d'Attac Allemagne et le Collectif Roosevelt France. Le soutien de la fondation Rosa Luxembourg, ainsi que Thomas Händel, membre du parlement européen (GUE/NGL), et son bureau ont rendu cette rencontre possible. L'appui financier des fondations « Un Monde Par Tous » et « Zukunft der Arbeit und der sozialen Sicherung" (ZASS) a également contribué au succès de l'évènement.



35 participant-e-s de 7 pays étaient présents sur les 50 inscrit-e-s. Des lettres d'invitations ont été envoyées à plus de 100 défenseurs-euses actifs-ives de la réduction du temps de travail à travers l'Europe, de mars à août 2016. La procédure d'inscription officielle était stricte et la rencontre a eu lieu dans le Parlement Européen. Une traduction simultanée était assurée en anglais, français et allemand.

La liste des participant-e-s présent-e-s est la suivante:

Autriche	Allemagne
• Eva Scherz, GPA	• Jutta Schneider, Attac / IG Metall
• Mag. Susanne Haslinger, PRO-GE	• Christa Hourani, left wing of the unions
Belgique	• Petra Ziegler, Ver.di
• Wiebke Warneck, EGB/ETUC	• Sylvia Skrabs, Ver.di
• Aurore Joly, Young CSC	• Thomas Händel, GUE/NGL
• Delephine Houba, Roosevelt.be	• Frank Puskarev, GUE/NGL
• Ludovic Suttor-Sorel, Roosevelt.be	• Prof. Dr. Alfred Kleinknecht, Delft. University of Technology
Pays-Bas	• Dr. Steffen Lehndorff, IAQ
• Sam Groen, FNV	• Margareta Steinrücke-Pavicic, Attac AG Arbeitfairteilen
Royaume-Uni	• Michaela Amiri, Attac AG Arbeitfairteilen
• Madeleine Ellis-Petersen, NEF	• Carol Sue Duerr, Attac AG Arbeitfairteilen
France	• Stephan Krull, Attac / IG Metall
• Régis Granarolo, MUNCI	• Hans-Georg Nelles, Bundesforum Männer
• Muriel Wolfers, CGT- Chômeurs	• Andreas Luttmmer-Bensmann, KAB
• David Feltz, Collectif Roosevelt	• Michael Klatt, KDA
• Jean-Marie Perbost, Collectif Roosevelt	• Dr. Martin Schirdewan, Rosa-Luxemburg-Stiftung
• Walter Verhoeve, Collectif Roosevelt	• Dr. Thomas Gesterkamp, Germany
• Zalihata Mansoibou, MNCP	Suède
• Jacqueline Balsan, MNCP	• Alice Vernersson, Vänsterpartiet Göteborg
• Barbara Romagnan, Parti Socialiste	• Daniel Bernmar, Vänsterpartiet Göteborg
[Code couleur] Syndicalistes=Vert / ONG=bleu / Décideur-e-s politiques=orange / Chercheurs-e-s=violet	

Un programme pour la construction d'une intelligence collective et pour donner une voix à tous-tes les participant-e-s

Le programme de la rencontre sur les deux jours s'est fait comme suit:

Jeudi 20.10.16

15.30	Accueil
16.00	Ouverture et introduction
16.20	Déclaration de Thomas Händel
16.30	Intervention de Dr. Steffen Lehndorff
17.15	1er panel: syndicats et décideur-e-s politiques
17.45	Intervention de Jean Marie Perbost
18.00	Discussion
18.30	Clotûre
20.00	Diner commun

Vendredi 21.10.16

9.00	Accueil et introduction
9.40	2ème panel: Syndicats
11.00	3ème panel: ONG
12.15	Déjeuner
13.00	4ème panel: décideur-e-s politiques
13.30	Discussion par groupes de travail
15.15	Présentation d'une déclaration commune
15.30	Discussion
15.55	Clotûre
16.00	Fin de la rencontre

Chaque participant-e a été invité-e à parler 5-10 minutes et à répondre à ces 3 questions:

- Quelle est la proposition concrète de votre organisation pour la réduction du temps de travail ?
- Quels adversaires rencontrez-vous et quels sont leurs raisons?
- Qui sont vos partenaires sur cette question? En quoi une alliance/plateforme/campagne pourrait faire avancer le débat dans votre pays et/ou en Europe?



Pas de modalité unique mais un objectif partagé entre 28 et 35 heures par semaine

Les participant-e-s ont examiné des propositions concrètes de réduction du temps de travail, et les motivations des partenaires et des opposant-e-s qu'ils rencontrent dans leurs pays d'origine. Un consensus a émergé: pour le moment, il n'y a pas de solution universelle, parce que les objectifs de réduction du temps de travail ne sont pas identiques pour tous les pays Européens (40 heures, 38 heures, 35 heures, 32 heures, 30 heures, etc...). Une cible ouverte d'une semaine entre 28 et 35 heures pourrait cependant être soutenue par tous les participant-e-s. Il y a quelques propositions de syndicats autrichiens, belges et français pour des semaines de 35 ou 32 heures, potentiellement 30 heures. De plus, il est nécessaire de défendre l'évaluation de politiques passées de réduction du temps de travail. Par exemple, l'institut national de statistiques français (INSEE) a établi en 2004 que la loi Aubry avait permis la création de 350 000 emplois entre 1998 et 2002, mais ces politiques ont été accusé d'être responsable de la supposée plus faible compétitivité des travailleuses françaises.

La nécessité d'intégrer la réduction du temps de travail dans un large éventail de questions

Dans le but de rendre la question de la répartition du temps de travail plus attrayant, plusieurs aspects devraient être développés et mis en avant (la parité hommes-femmes, la formation, la famille, le climat, le droit de déconnecter les ordinateurs et les téléphones, etc...). Néanmoins, la lutte contre le chômage doit rester l'objectif premier. Il faudrait donner davantage la parole aux chômeurs-euses et aux travailleurs-euses précaires dans les prises de décisions politiques. Créer une authentique solidarité entre chômeurs-euses et travailleurs-euses représente un véritable défi. Cela va demander un changement de perspective pour beaucoup: le chômage est un problème de société et non individuel. Beaucoup de travailleurs-euses craignent que la réduction du temps de travail entraîne une augmentation de l'intensité de travail et une baisse des salaires. Dans le contexte idéologique d'austérité et d'obsession de la compétitivité, le débat autour de la réduction du temps de travail se doit d'être associé à des politiques de santé et sécurité du travail, un renforcement de l'inspection du travail, et des législations du travail plus protectrices envers les travailleurs-euses et les employé-e-s.



Une déclaration commune pour travailler autour de messages et de valeurs partagées

A la fin de la rencontre, les participant-e-s ont été invité-e-s à discuter d'une déclaration commune de 250 mots qui pouvait être remaniée et signée à l'issue de la rencontre. Pour la plupart des participants, l'adoption définitive de la déclaration demanderait du temps et de nombreuses discussions internes.

- La déclaration peut être trouvée sur les liens web suivants : en [anglais](#), en [allemand](#), en [français](#)
- Cette déclaration commune a été signée par : Gewerkschaft PRO-GE (Autriche) / Evelyn REGNER, MEP (Autriche) / Attac ArbeitFairTeilen (Allemagne) / Initiative zur Vernetzung der Gewerkschaftslinken" (Allemagne) / Collectif Roosevelt (France)

Un besoin d'échanger des connaissances et des pratiques avant de prendre de mesure à l'échelle européenne

Globalement, cette rencontre a révélé que la plupart des participant-e-s n'étaient pas conscient-e des acteurs-ices et des initiatives qui avaient lieu en dehors de leur propre pays. Des étapes intermédiaires sont encore nécessaires entre la mise en réseau et la mise en place d'actions coordonnées à l'échelle européenne. Les objectifs de long terme pourraient inclure: dénoncer le surtravail des temps pleins, construire une plate-forme pour l'élaboration de textes de loi, obtenir une limitation à 40h de la durée de travail hebdomadaire maximale dans la directive européenne. Les essais à Göteborg et dans quelques sociétés privées démontrent également que les initiatives à l'échelle locale peuvent et devraient être développées en parallèle des efforts à l'échelle nationale et européenne. Cette rencontre marque le début d'un processus de long terme, qui a été chaleureusement accueilli par tous-tes les participant-e-s.

19 courts rapports des participant-e-s pour avoir un aperçu plus clair

Il a été demandé à tous les participant-e-s d'apporter une note d'information d'une page en anglais sur leurs activités et la situation de leur pays d'origine. Les rapports disponibles sont les suivants (en anglais) :

Décideur-e-s politiques

- Contribution de Barbara Romagnan, France >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de Laurette Onkelinx, Belgique >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de Daniel Bernmar, Suède >> [En savoir plus](#) (lien Web)

Syndicalistes

- Contribution de FNV, Pays-Bas >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de GPA-djp, Autriche >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de IG Metal, Allemagne >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de PRO-GE, Autriche >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution des femmes de ver.di, Allemagne >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de Sylvia Skrabs pour Ver.di, Allemagne >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de Christa Hourani pour les syndicats de gauche, Allemagne >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de Muriel Wolfers pour CGT- Chômeurs, France >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de Marc Goblet pour la FGTB, Belgique >> [En savoir plus](#) (lien Web)

Associations

- Contribution du groupe ArbeitFairTeilen pour Attac-Allemagne, Allemagne >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution du Collectif Roosevelt, France >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de Roosevelt.be Belgique >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de Katholische Arbeitnehmer-Bewegung (KAB) , Allemagne >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de Michael Klatt pour KDA, Allemagne >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution du MNCP, France >> [En savoir plus](#) (lien Web)
- Contribution de New Economics Foundation (NEF), Royaume-Uni >> [En savoir plus](#) (lien Web)



Lancement de trois groupes de travail pour ouvrir la voie d'une plateforme européenne

Le vendredi après-midi, les participant-e-s se sont répartis en trois groupes, pour une durée de deux heures, afin de rendre le débat plus vivant et plus participatif. Les débats ont été menés comme dans un exercice de « World Café » et qui permettra d'alimenter trois groupes de travail à l'issue de la rencontre.

1) Diffusion/stratégie

- Que souhaitons nous réaliser ensemble?
- Comment parvenir à nos objectifs?
- Comment mesurer nos progrès?
- Quel calendrier est réaliste?
- Quel devrait être notre prochaine étape?
- Qui aime cette idée dans votre pays? Comment plus les sensibiliser?
- Quelles stratégies et quels arguments employez-vous pour répondre à vos opposant-e-s?

2) Propositions pour la réduction du temps de travail/comment les mettre en oeuvre

- Votre proposition de réduction du temps de travail est-elle une réduction journalière, hebdomadaire, annuelle ou sur un cycle de vie ? et combien d'heures en moyenne elle aura par semaine?
- Est-ce une proposition qui s'adresse à des groupes particuliers sur le marché du travail (personnes âgées, parents, jeunes, etc) ou est-ce une nouvelle norme générale du travail?
- Devrait-elle être mise en oeuvre par une loi ou par des contrats collectifs?
- Comment la compensation des salaires et du personnel doit être organisée?
- Avec quelles ressources la réduction du temps de travail doit être financée?
- Dans quelle échelle de temps votre proposition pourrait-elle être réalisée?
- Comment souhaitez-vous mobiliser les membres de votre organisation, le public et les autres autour de votre proposition?

3) Communication interne/construire le réseau

- Qu'est ce qui peut stimuler et motiver le réseau?
- Quels sont les différences ou conflits potentiels et comment les prendre en charge?
- Quelles initiatives et quels outils peuvent entraver les dynamiques du réseau?
- Comment, quand, à quelle fréquence partager les idées, les avancées et les obstacles à venir?
- Comment accueillir et informer les nouveaux venus dans le réseau?
- Comment organiser et financer le réseau?

La prochaine rencontre devrait avoir lieu en juin 2018 et intégrer plus de pays. Pour toute information, contacter: Margareta Steinrücke (msteinruecke@web.de) ou David Feltz (david@collectif-roosevelt.fr) ou Adrien Tusseau (adrien@collectif-roosevelt.fr)